

Débats de société sur l'élevage : arguments et actions des groupements de producteurs

Christine ROGUET¹, Elsa DELANOUE¹, Alizée CHOUTTEAU², Guillaume DUFFET², Valentine LE VELLY²,
Céline WACHET², Catherine DISENHAUS²

¹ Ifip-Institut du porc, La Motte au Vicomte, BP 35104, 35651 Le Rheu Cedex, France

² AGROCAMPUS OUEST, 65 rue de Saint-Brieuc, CS 84215, 35042 Rennes, France

Contact : christine.roguet@ifip.asso.fr



La filière porcine française doit faire face à de nombreuses remises en cause par la société. Une enquête réalisée en 2013 met en lumière la vision des groupements de producteurs sur ces débats. L'environnement est perçu comme la première préoccupation de la société, devant le bien-être animal. Une stratégie collective de réponse aux attentes sociétales ne semble pas se dessiner contrairement à ce qui s'observe dans d'autres pays.

Objectif : apporter un éclairage sur ...

- ...La connaissance et la perception des attentes de la société envers l'élevage de porcs par des acteurs économiques de la filière porcine,
- ...Les actions qu'ils mettent en œuvre ou envisagent pour y répondre.

Matériel et méthodes

- Entretiens semi-directifs dans sept groupements de producteurs représentant 70 % de la production nationale
- Onze personnes enquêtées : 6 présidents, 3 directeurs, 1 responsable communication et 1 responsable environnement



Résultats

Demandes perçues et arguments

1. Réduire l'impact environnemental

- Impact attribué aux odeurs « ça pue donc ça pollue »
- Le porc n'est pas le seul responsable
- Efforts et investissements importants de mises aux normes

2. Améliorer le bien-être animal

- Sujet jugé secondaire : « La France est un pays latin », « Les consommateurs veulent avant tout une viande de qualité et surtout bon marché ».
- Mais sujet jugé « très dangereux » : certaines pratiques sont ignorées du grand public (castration, caudectomie).
- Définition et évaluation du bien-être animal jugées difficiles, avec une approche souvent anthropomorphique.
- Justification des pratiques douloureuses comme un mal nécessaire : éviter les odeurs dans la viande, les morsures ...
- Mise en balance de la baisse de production (si nouvelles exigences) et du rôle de l'élevage dans l'approvisionnement et l'emploi en France.

3. Baisser la consommation d'antibiotiques en élevage

- « De gros efforts ont été faits » et se poursuivent.

Actions mises en œuvre

- Respect par les élevages des réglementations**
Elles font évoluer les pratiques et offrent un haut niveau de garantie pour le consommateur.
- Nombreuses solutions technologiques** pour maîtriser les impacts : enfouissement du lisier, traitement, laveur d'air...
- Mesures de biosécurité, démédecation, plan écoantibio, label « porc sans antibiotique »**
- Changement de mentalité** : ne pas reproduire les erreurs passées (comportements négatifs, déni) qui décrédibilisent.
- Communication et information**
 - Les éleveurs, pièces maîtresse de la reconquête d'image, sont formés à la communication.
 - Portes ouvertes en élevage même si leur impact est relativisé « Elles n'attirent que les convaincus ».
 - Relations difficiles avec les associations environnementales « Déconnectées de la réalité, de l'emploi et de l'économie ».
- Un seul modèle gagnant, donc pas de segmentation ?**
 - Consensus sur la nécessité d'indiquer l'origine de la viande : étiquetage "le porc français".
 - Divergences sur l'intérêt des productions différenciées pour redorer l'image globale de la production porcine.

Conclusion

Les responsables rencontrés ressentent un décalage entre la réalité des élevages et la vision de la société. L'enjeu du bien-être animal apparaît sous-estimé par certains. Il est pourtant la plus forte préoccupation des jeunes adultes. Face à l'enjeu, la filière apparaît plutôt craintive face au risque d'exacerber la compétition entre groupements ou de dévoiler certaines pratiques d'élevage. Une stratégie collective de réponse aux demandes sociétales ne se dessine pas en France contrairement à ce qui s'observe dans d'autres pays.

Le mode intensif et industriel de production, au cœur des critiques des associations, est défendu par les groupements avec des arguments techniques et rationnels. Or les controverses témoignent de visions différentes de l'élevage et, en cela, elles ne se satisfont pas d'explications «rationnelles et techniques».

Un projet CASDAR est en cours pour éclairer cette question complexe des controverses et mobilisations collectives sur l'élevage.

